

Dossier : France / OTAN

Madame, Monsieur,

Vous m'avez récemment fait part de votre refus quant à la réintégration de la France au sein de l'OTAN ; je vous en remercie.

Même si les conditions affichées par le Président de la République varient avec le temps, un point essentiel demeure toutefois à ses yeux : la France doit revenir dans la structure de commandement intégré de l'OTAN. Je pourrais ajouter : coûte que coûte.

Ainsi, le 7 mars 2007, lors d'une « journée défense » de l'UMP, Nicolas Sarkozy avait déjà développé les points importants de sa vision :

- PESD et OTAN ne doivent pas être opposées car l'UE et l'Alliance atlantique coopèrent politiquement ;
- Il faut redéfinir les missions de l'OTAN, qui n'a pas vocation à tout faire et donc à concurrencer l'ONU ;
- Les pays européens doivent pouvoir compter sur les capacités militaires de l'Alliance.

Il n'avait pas osé conclure à ce moment-là au retour dans la structure intégrée de l'OTAN, mais seulement indiqué que ces conditions étaient nécessaires pour permettre la poursuite de « l'investissement de la France » dans l'Alliance.

Le raisonnement avait été poursuivi et amplifié dans le livre blanc de la défense et de la sécurité nationale (juin 2008).

Par ailleurs, un entretien donné au New-York Times le 24 août 2007 faisait encore évoluer l'argumentaire. Il en ressort que les conditions posées sont :

- des « avancées substantielles » dans l'Europe de la défense ;
- la rénovation de l'OTAN ;
- l'obtention d'au moins un poste « au plus haut niveau » pour un officier français.

Le dernier argument en date est celui qui a été développé par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères il y a peu, en réponse à une question au Gouvernement : la défense nationale s'inscrit dans l'Europe de la défense ; la défense de l'Europe est dans l'OTAN ; donc tout est dans tout.

Concrètement, la variation des arguments montre que la décision de retour dans le commandement intégré n'est pas technique. En effet, les troupes françaises sont organisées, équipées et entraînées suivant les normes OTAN, en application d'un processus lancé dès 1992. La guerre du Golfe avait montré la difficulté du travail en coalition. A l'issue, la France avait fait le choix d'adopter des méthodes de travail compatibles avec celles de l'OTAN.

La France est un gros contributeur en hommes et en argent de l'OTAN (5^e). Les états-majors français prennent les tours d'alerte de l'OTAN (NATO Response Force - NRF).

Les modifications de la décision à venir porteront principalement sur le fait de devoir presque décupler le nombre de militaires français au sein de la bureaucratie militaire pléthorique de l'OTAN.

En revanche, là où l'OTAN devait convaincre la France de participer aux opérations, désormais il faudra que la France se justifie de ne pas participer si elle le souhaite et inversera ainsi à son détriment la pression diplomatique.

Ce qui ressort de l'examen des discours du Président de la République, c'est l'affirmation de l'existence d'un ensemble euratlantique. Huntington parlait de la civilisation « occidentale ». Dans le discours du Président de la République, ce qui justifie le retour vers l'OTAN est l'adhésion à un système de « valeurs communes » qui fonde l'appartenance à la « famille ».

Si on adopte cette approche « civilisationnelle », effectivement, on peut adhérer à l'idée selon laquelle la France, l'Europe, les Etats-Unis, le Canada sont la même chose. Donc, la défense nationale, la PESD et l'OTAN sont autant de redondances.

En plus de l'approche extrêmement idéologique que sous-tend cette vision, elle est d'une grande naïveté. Les Etats-Unis ne se considèrent pas comme les partenaires de l'Europe dans un projet commun de perpétuation d'une civilisation occidentale. Les Etats-Unis défendent leur modèle national et rien d'autre.

La présidence de George W. Bush en a été la caricature. Nicolas Sarkozy était d'ailleurs sans doute le dernier chef d'Etat européen prêt à lui servir de caution multilatérale dans une politique strictement nationale.

La présidence Obama sera sans doute plus ouverte. Mais elle aura surtout pour objet de remettre un peu d'ordre dans le monde afin que les Etats-Unis se concentrent sur leur situation économique et les conséquences intérieures.

Un raisonnement réversible est un raisonnement fragile : si la France revient totalement dans l'OTAN parce qu'elle y est déjà à 80 %, la bonne question est de savoir si cela vaut la peine de sacrifier sa liberté pour 20 %.

La position particulière de la France procédait historiquement de la vision personnelle du général De Gaulle. Il n'avait dans le fond aucune confiance dans la volonté des Américains de laisser les pays de l'OTAN avoir leur propre vision du monde. Le fait de sortir du commandement intégré était un risque authentique, car les forces du Pacte de Varsovie campaient aux frontières de la RFA.

Aujourd'hui, le constat du Président est le suivant :

- le contexte géostratégique n'est plus le même qu'en 1989 ;
- l'OTAN a trop élargi le champ de ses missions ;
- l'OTAN doit repenser sa doctrine ;
- l'OTAN doit se réformer.

Il conclue qu'il est urgent d'y revenir. D'autant plus qu'une fois la France dans l'OTAN, toute l'Europe y est. La question d'une PESD distincte de l'OTAN et donc des Etats-Unis n'a plus de raison d'être.

Cette notion avait été inventée et portée par la gauche d'un certain nombre de pays et par la France toute entière. Aujourd'hui, on donne raison à ceux qui n'ont jamais eu d'existence militaire en-dehors de l'OTAN (la RF d'Allemagne, la IIe République italienne...) et n'en n'ont jamais vu l'utilité (les militaires des deux pays en question) ou à ceux pour lesquels l'adhésion à l'OTAN a été l'un des attributs de la reconquête de la liberté démocratique (Espagne, Portugal, Grèce) et qui gardent une reconnaissance particulière aux Etats-Unis d'avoir contribué à les « libérer » et d'avoir poussé à leur intégration politique en Europe (ex-membres du Pacte). Quasiment seule (avec la Belgique, le Luxembourg, le SPD et le PSOE) à voir simplement l'utilité d'une démarche européenne indépendante de l'OTAN, la France aurait fort à faire. Gageons qu'elle se contentera désormais de tenter de sauvegarder ses propres intérêts au sein de l'Alliance. Comme tous les autres pays qui y adhèrent.

La boucle est bouclée. Nicolas Sarkozy ramène la France à l'alignement atlantiste de la IV^{ème} République.

Pour ces multiples raisons, j'ai voté contre le retour de la France dans le commandement militaire de l'OTAN.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean LAUNAY